

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4990 - LUNDI 14 AVRIL 2025

PERÉSIDENTIELLE 2026

L'opposition annonce une nouvelle coalition

Dénommée « Forces nouvelles du changement », la nouvelle plateforme, dont le lancement officiel est prévu dans les prochains jours, se fixe comme objectif de fédérer les formations politiques de l'opposition afin de garantir l'alternance à l'issue de la présidentielle de 2026.

« La conquête du pouvoir par les urnes, seule voie légitime qui permettra de restaurer la démocratie », a déclaré le président du Rassemblement pour la démocratie et le développement, Jean-Jacques Serge Yhomby Opango, lors d'une conférence de presse tenue le 12 avril, à Brazzaville.

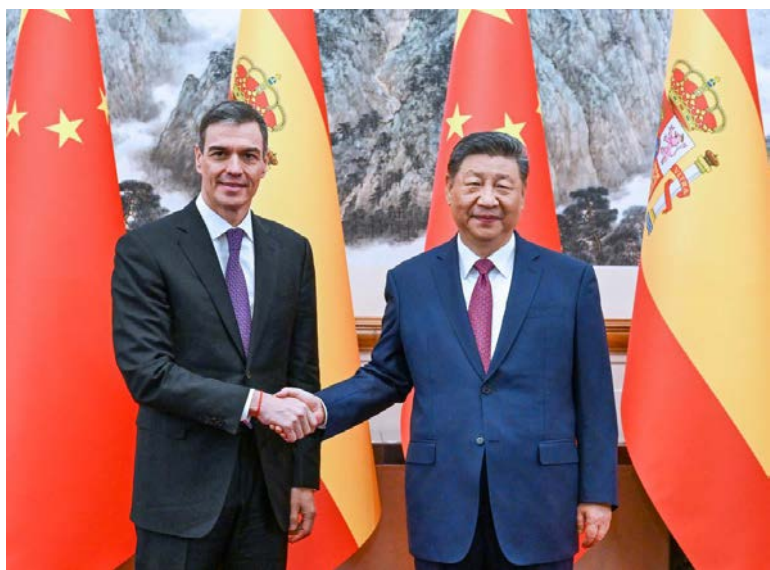
Page 2



Le président du RDD entouré de ses collègues opposants/Adiac

GUERRE COMMERCIALE

La Chine appelle l'UE à faire bloc



Le président Xi Jinping et le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez à Beijing

Le président chinois, Xi Jinping, a lancé un appel à l'Union européenne (UE) à adopter une position unie face aux pressions américaines dans un contexte international marqué par une intensification de la guerre commerciale à travers les droits de douane imposés par Washington. « Il est temps de résister ensemble. Ce n'est que par la solidarité et la coordination que les nations pourront promouvoir le développement et la prospérité à l'échelle mondiale », a indiqué le président chinois lors d'une rencontre, avec le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez.

Page 10

GÉNÉRATION AUTO-ENTREPRENEUR

Un numéro vert pour accompagner les jeunes



Les participants/Adiac

Le coordonnateur général de la Génération auto-entrepreneur, Digne Elvis Tsalissan Okombi, a lancé à Brazzaville le Call center de cette association « 36 36 », un instrument d'accompagnement, d'encadrement et d'assistance au profit des jeunes. Le même numéro servira à impliquer les jeunes autour de la dynamique dénommée « Le patriarce ».

Page 4

VIENT DE PARAÎTRE

« À la croisée des chemins » d'Armel Silvère Dongou

Dans le roman « À la croisée des chemins », qui sera présenté au public le 16 avril, Armel Silvère Dongou met en lumière l'impact des traditions sur les comportements humains : polygamie justifiée, racisme banalisé, croyances abrutissantes. L'auteur invite à se questionner sur les problèmes existentiels dont certaines croyances souvent acceptées sans discernement.

Page 16



EDITORIAL

Prêche oppositionnel

Page 2

ÉDITORIAL

Prêche oppositionnel

Dans une invite solennelle au rassemblement de l'opposition, le président du PSDC (Parti social-démocrate congolais) s'est voulu le porte-voix d'une dynamique pour l'alternance politique au sommet de l'Etat 2026.

Sa sortie publique, le 5 avril, a essentiellement porté sur cette volonté d'accéder au pouvoir l'année prochaine par la voie des urnes.

Sera-t-il candidat de son parti à l'élection présidentielle de mars prochain ? Officiellement il ne s'est pas encore déclaré, préférant d'abord mobiliser toutes les forces rivales du pouvoir en place dont il critique sévèrement le bilan. Dans cette quête de rassemblement, le président du PSDC a-t-il bien engagé la bataille ? On peut s'interroger sur son choix d'exclure du champ de l'opposition congolaise l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) et le Parti républicain libéral (PRL).

Sans en apparence tenter un rapprochement avec ces formations politiques, il jure qu'elles ne font pas partie de la « vraie » opposition. Pour preuve, insiste-t-il, l'Upads et le PRL ont chacun un ministre dans le gouvernement actuel. Avec ce positionnement, il ne voit pas comment ces partis peuvent assumer pleinement leur statut d'opposants.

Né dans le sillage de la Conférence nationale souveraine en 1991, le PSDC n'a pas assez progressé sur l'échiquier politique pour constituer une locomotive susceptible de tracter d'autres partis. Si le prêche de son dirigeant ne manque pas d'allant, il pourra difficilement provoquer le raz-de-marée espéré. Qui plus est avec une opposition marquée par l'émiettement.

Les Dépêches de Brazzaville

PERSPECTIVES 2026

L'opposition annonce la création d'une nouvelle coalition

Dénommé « Forces nouvelles du changement », le nouveau cartel qui verra le jour très prochainement a pour objectif de fédérer les formations politiques de l'opposition en vue de créer une dynamique capable de garantir l'alternance à l'issue de l'élection présidentielle de 2026. Le président du Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD), Jean-Jacques Serge Yhomby Opango, l'a annoncé, le 12 avril à Brazzaville, à la faveur d'une conférence de presse.



Le président du RDD entouré de ses collègues opposants/Adiac

Entouré par huit de ses collègues de l'opposition, dont Clément Miérassa, Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou et Chris Antoine Walembaud, le président du RDD a fait savoir que la plateforme en création dispose des objectifs bien précis et reposera sur deux axes fondamentaux.

Il s'agit, entre autres, d'engager le dialogue avec le pouvoir sur la gouvernance électorale dans le but de garantir des élections libres, crédibles et transparentes; d'exiger l'élaboration d'un fichier électoral fiable, issu d'un

recensement administratif spécial authentique. Cette coalition s'appuiera sur l'élaboration d'un programme d'urgence pour le redressement national; permettra de désigner un candidat unique à l'élection présidentielle de 2026 et de présenter des candidats aux élections législatives, sénatoriales, communales et locales de 2027. « Les Forces nouvelles du changement se veulent le prolongement des acquis de la Conférence nationale souveraine de 1991, acte fondateur du multipartisme au Congo. La conquête du pouvoir

par les urnes, seule voie légitime, permettra de restaurer la démocratie », a indiqué Jean Jacques Serge Yhomby Opango.

Il a profité pour lancer un appel patriotique à la mobilisation à travers le pays et au niveau de la diaspora, pour faire de l'élection présidentielle de l'année prochaine un tournant démocratique.

La création de cette nouvelle coalition de l'opposition avait déjà été annoncée une semaine auparavant par Clément Miérassa, président du PSDC.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ASSEMBLÉE NATIONALE

La moisson de la 8^e session ordinaire

Sur les vingt affaires inscrites à l'ordre du jour de la 8^e session ordinaire de l'Assemblée nationale qui s'est déroulée du 1^{er} février au 10 avril, onze affaires ont été adoptées et neuf autres renvoyées à la prochaine session.

Parmi les affaires examinées et adoptées par les députés, il y a le projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre le gouvernement congolais et la Fédération de Russie sur la coopération dans le domaine de la construction de l'oléoduc Pointe-Noire-Louteté-Maloukou-Tréchet. Cette loi a pour objet de faciliter le transport des produits pétroliers et assurer leur disponibilité sur toute l'étendue du territoire national. L'oléoduc permettra, a expliqué le deuxième secrétaire de l'Assemblée nationale, Alain Pascal Leyinda, dans le rapport synthèse des travaux, de moderniser la logistique du transport et la mise à disposition des produits raffinés afin de faire face aux failles logistiques et structurelles actuelles du Chemin de fer Congo-Océan, ainsi que de réduire la circulation des camions citernes.

La chambre basse du Parlement a également adopté le projet de loi portant création des Zones économiques spéciales (ZES), déterminant leur régime et leur organisation. En effet, cette loi vient modifier et

compléter l'arsenal juridique existant. Ainsi, après analyse du cadre légal et réglementaire des pays africains dans l'expérience des ZES, il apparaît que les anciennes lois ne correspondaient plus à la réalité économique des ZES, nécessitant ainsi des aménagements. « Afin de diversifier leurs économies dépendant essentiellement des ressources naturelles, plusieurs pays dont le Congo ont créé des ZES avec pour objectifs notamment d'attirer des investissements directs étrangers, de diversifier leur économie et d'industrialiser leur pays, de créer de la valeur ajoutée par la transformation totale des matières premières dans leurs pays de production, de créer des emplois, de promouvoir l'innovation technologique, de permettre l'éclosion de très petites, petites et moyennes entreprises locales, d'améliorer la balance des exportations, d'augmenter les réserves de change », a mentionné le rapport synthèse.

Les députés ont aussi autorisé la ratification de deux accords

entre la République du Congo et la République algérienne démocratique et populaire dans les domaines de la santé vétérinaire et de la sécurité. Celui qui concerne la santé vétérinaire vise à renforcer la coopération entre les services sanitaires vétérinaires des deux pays sur l'assistance technique entre les laboratoires des services vétérinaires ; échanger des spécialités vétérinaires afin de s'informer mutuellement sur l'état sanitaire des animaux et des produits d'origine animale et également sur les publications scientifiques et techniques dans ce domaine ; échanger des informations relatives aux aspects sanitaires, des méthodes d'élaboration, de transformation et d'industrialisation des produits d'origine animale destinés à l'exportation ; échanger régulièrement des textes législatifs et réglementaires relatifs à la santé animale.

La lutte contre le trafic illégal des migrants désormais encadrée par une loi

Quant à l'accord de coopération en matière de sécurité et

d'ordre public entre le gouvernement de la République du Congo et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, il a pour objet de définir les modalités de coopération entre les deux pays dans le domaine de la lutte contre la criminalité transnationale organisée sous toutes ses formes. Ainsi, les deux parties s'engagent à coopérer en vue de prévenir, de dissuader, de réprimer et d'élucider toutes les formes de la criminalité transnationale organisée, entre autres, le blanchissement d'argent, le financement du terrorisme, la contrebande, le trafic illicite et la traite des personnes.

L'Assemblée nationale a, par ailleurs, adopté la loi portant lutte contre le trafic illicite des migrants. Cette loi répond au contexte international marqué par une criminalité transfrontalière en plein essor. Ce phénomène est entretenu par divers réseaux de trafic illicite dont celui des migrants qui a généré l'explosion d'une véritable économie criminelle. Pour endiguer cette criminalité florissante aux conséquences né-

fastes, la République du Congo comme certains Etats a adopté le protocole contre le trafic illicite des migrants, protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité organisée.

Les députés ont enfin voté les lois portant protection et promotion des droits de la personne âgée et de la personne vivant avec handicap en République du Congo. « Au cours de nos travaux, des échanges fructueux nous ont offert la possibilité de légiférer en toute responsabilité, donnant ainsi force à la démocratie de notre pays. Le pouvoir législatif que nous constituons avec la chambre haute est plus qu'appelé à jouer sa partition dans la consolidation de notre jeune démocratie. Au travers de nos débats, nous avons transformé des idées en lois, et par notre contrôle, nous avons donné l'occasion au gouvernement de la République d'accroître son efficacité », a déclaré le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba à la clôture des travaux.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Sauver les villages

Un mouvement croissant de la population rurale vers les villes s'observe sur l'ensemble du territoire congolais. Les jeunes, mais aussi les personnes âgées, sont concernés par cet exode dont les causes peuvent être multiples et variées.

Pour les pères de famille, la précarité, les conflits de cohabitation adossés aux accusations de « sorcellerie », de jalousie et bien d'autres querelles de voisinage sont à l'origine de la dis corde. D'aucuns décident de s'établir ailleurs dans l'espoir de voir leurs conditions d'existence s'améliorer. Les conséquences de cet exode se traduisent de multiples façons : sur les routes nationales 1 et 2 notamment, des familles venues de plusieurs départements s'exercent au tra-

vail de la terre.

Ce dernier cas de figure concerne aussi les jeunes qui apprennent à gagner leur vie. D'autres, s'ils ont pu se procurer une motocyclette « Jakarta » ou « KTM » assurent le transport des personnes et des marchandises dans les villes et sur les axes routiers de l'hinterland. Le « deux-roues » qui devient pour eux une source de revenus de premier ordre a le mérite de soulager considérablement les usagers.

La catégorie qui préoccupe le plus et devrait amener l'Etat, les entrepreneurs, la société civile, voire les formations politiques à sérieusement y réfléchir est celle des « oisifs » endurcis. Ces jeunes partis des villages après avoir quitté les bancs de l'école, et leurs semblables nés en ville, rechignent à manier l'outil ara-

toire mais peuplent les rues, les débits de boisson et les sectes de prières. Brazzaville, Pointe-Noire, tous les chefs-lieux de départements et de districts en subissent les méfaits.

Parmi ces derniers sont recrutés assurément quelques bandits de grand chemin dont l'activisme n'est plus à démontrer. Ils opèrent en bandes et migrent de ville en ville posant un grand problème de sécurité publique. La facilité d'aller désormais du Nord au Sud du pays par route leur permet de changer rapidement de lieu quand ils commettent un forfait à un endroit donné.

Au regard de ces faits, les pouvoirs publics n'ont d'autres choix que de favoriser les conditions de sédentarisation de la population rurale à travers la réhabilitation

des entités paysannes. L'accès à l'eau potable, à l'électricité, à la santé, à la route, à l'éducation, à l'assainissement peut inverser la tendance de ce dépeuplement continu.

Naguère bondées et joyeuses, nos bourgades se désemplissent dangereusement créant un vide préjudiciable à la mise en œuvre des politiques de valorisation de l'arrière-pays. Tandis que Brazzaville et Pointe-Noire, principales villes du pays, sont confrontées à d'énormes dysfonctionnements et ne parviennent pas à absorber la trépidante vitalité de leurs citoyens. Tout bien considéré, il fait bon vivre dans les villages, et il en sera encore davantage pourvu que l'Etat leur accorde un peu de sa bienveillante attention.

Gankama N'Siah

ENTREPRENEURIAT

La GAE lance le 36 36 pour la prise en charge des aspirations des jeunes

Le coordonnateur général de la Génération auto-entrepreneur (GAE), Digne Elvis Tsalissan Okombi, a lancé le 12 avril à Brazzaville le Call center de cette association « 36 36 », un instrument d'accompagnement, d'encadrement et d'assistance au profit des jeunes. Il s'agit également d'un cadre visant à faire la pédagogie de l'action du président de la République et de son gouvernement.

Présentant le Centre d'appel et le site Web de la GAE : www.gaecongo.com, Marius Elila Oposso a signifié que les deux outils de communication sont de véritables passerelles vers un avenir où l'information, l'assistance et l'interaction avec cette association sont plus fluides, plus rapides et plus efficaces que jamais. « Le Centre d'appel : une voix à votre écoute, le Call center de la GAE, accessible au 36 36, est bien plus qu'une simple ligne téléphonique. C'est un point de contact humain, une oreille attentive prête à répondre à vos questions, à vous guider dans vos démarches d'enregistrement de votre comité de soutien et à vous apporter l'assistance dont vous avez besoin », a-t-il présenté. Il a précisé que le site Web est un guide numérique pour le soutien du patriarche, se voulant intuitif, informatif et accessible à tous. Lançant officiellement le Centre d'appel, le coordonnateur général de la GAE a rappelé que son engagement

visant la prise en charge des problèmes de la jeunesse vient de prendre une tournure sans précédent. « Le Call center que nous lançons ce jour est, avant tout, un instrument à votre disposition. Vous trouverez dorénavant, à travers cet instrument, un accompagnement qui vous a tellement manqué. Il aura aussi un autre objectif, celui de faire la pédagogie de l'action du président de la République et de son gouvernement. Il s'agira pour nous, dans cet environnement où la critique pour la critique est devenue la règle, de faire la pédagogie, dire à des nouvelles générations que les choses ont été faites dans ce pays, que des choses se font dans ce pays, que les choses se feront dans ce pays », a expliqué Digne Elvis Tsalissan Okombi. Il s'est, en effet, réjoui du fait que le comité d'honneur de la GAE vient de doter la jeunesse congolaise d'un instrument d'accompagnement, d'encadrement et d'assistance qui lui manquait.



Digne Elvis Tsalissan Okombi lançant le Call center/Adiac

« Je voudrais lancer une fois de plus un appel au rassemblement autour du patriarche. Le patriarche est pour nous Congolais comme l'Arche de Noé. Le rassemblement autour du patriarche se fera avec ceux de la majorité, ceux de l'opposition, ceux du centre et ceux de la société civile. Autour du patriarche, notre Arche de Noé, il y a des forts et des faibles, ceux de gauche et de droite, les intellectuels aux gros diplômes, et ceux qui n'ont pour diplômes que leur acte de naissance.

36 36 doit être dorénavant notre numéro de référence, votre lien avec le patriarche. Nos défis avec les comités de soutien sont de rassembler un maximum des Congolais autour du patriarche », a-t-il invité. Il a, par ailleurs, appelé les partenaires à soutenir le projet « Matissa affaire » qui est, a dit le coordonnateur général de la GAE, le point de liaison entre le peuple et tous ceux qui reconnaissent avoir du Sassou N'Guesso en eux. « Soyons nombreux à nous mobiliser pour apporter un mi-

nimum à ces Congolais qui ont besoin de notre assistance. Je voudrais dire à nos amis de la Bouenza que "Loboko ya patriarche" arrive. Organisons-nous à manifester notre soutien sans faille au patriarche », a annoncé Digne Elvis Tsalissan Okombi. Doté d'un serveur de nouvelle génération, le Call center de la GAE peut accéder jusqu'à 100 utilisateurs, recevoir 30 appels simultanés. Il prévoit aussi la réduction des coûts des appels et autres opérations.

Parfait Wilfried Douniama

FIGA

Le budget 2025 évalué à plus de 7 milliards FCFA

Le budget 2025 du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement des entreprises (Figa), estimé à plus de sept milliards FCFA, et le nouveau règlement intérieur ont été validés le 10 avril, à Brazzaville, à l'issue de la session ordinaire du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration du figa a milité pour l'approbation du Plan de travail annuel budgétisé 2025. Il a également mené un examen approfondi et validé plusieurs instruments fondamentaux contribuant au renforcement de son dispositif opérationnel. En même temps, le Conseil a discuté sur l'amélioration de la qualité des services d'accompagnement afin de contribuer significativement à la croissance économique et à la création d'emplois en République du Congo.

Les documents de planification stratégique et financière pluriannuelle présentent les orientations programmatiques, fixent les objectifs de performance et déterminent une répartition plus efficace des ressources financières requises pour la mise en œuvre du Figa en faveur des micros, très petites, petites et moyennes entreprises et de l'artisanat. « Conformément



Les participants au Conseil d'administration du Figa/Adiac

aux orientations du gouvernement, nous avons pour objectif de dynamiser le secteur entrepreneurial congolais. Nous publierons, d'ici au 15 avril, un rapport d'activité de notre travail à mi-parcours en termes de création d'entreprise, d'accompagnement des porteurs de projets et de soutien aux petites

et moyennes entreprises », a indiqué Rodrigue Malanda Samba, président du Conseil d'administration. Outre le projet financier, un autre axe important a été adopté, notamment un nouvel organigramme, le plan d'embauche ainsi que la nouvelle convention collective et la grille salariale marquant la restructuration de l'institution.

Cette refonte du Figa a pour but d'adapter sa structure à ses objectifs de développement et de renforcer ses équipes en intégrant des compétences techniques et managériales. Elle s'appuie sur des mesures de gestion des ressources humaines qui montrent son engagement envers son personnel, en améliorant les conditions de

travail, en valorisant les talents et en rendant l'établissement plus attractif. « Un employé qui n'est pas sécurisé ne travaille pas comme il se doit. Le fait de lui apporter cette sécurité lui permettra d'être plus innovant et de travailler avec acharnement », a poursuivi le président du Conseil. Rodrigue Malanda Samba a profité de l'occasion pour lancer un message fort à l'endroit des entrepreneurs et artisans. Nous leur annonçons : « Nous avons mis à la disposition des banques près de 14 milliards FCFA pour soutenir les porteurs de projets » Cet appel traduit la volonté du Figa d'être un acteur clé du développement économique, en facilitant l'accès au financement, l'accompagnement technique et la garantie pour les entrepreneurs.

Rude Ngoma et Jean Pascal Mongo-Slyhm (Stagiaire)

SALON DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ

La deuxième édition prévue en juin prochain

Initiative des jeunes engagés, une plateforme de réflexion et d'action que préside Harris Malonga, organisera, du 28 juin au 5 juillet à la Chambre de commerce de Pointe-Noire, la deuxième édition du Salon de l'entrepreneuriat féminin au Congo (Sefco), sur le thème « Bâtir intelligemment et innover pour un Congo meilleur ».

L'initiative d'organiser le Sefco naît de la volonté de réunir des femmes entrepreneures à l'échelle nationale et internationale autour d'une plateforme de dialogue et de partage d'expérience. Il s'agit d'apporter une solution idoine aux multiples problèmes que rencontrent les entrepreneurs de manière générale et les femmes en particulier, de leur donner une vue plus large sur les institutions de financement, de leur faire bénéficier d'un accompagnement financier, de les former sur de nombreux modules qui régissent le monde entrepreneurial, de partager avec elles l'expérience d'autres femmes inspirantes du monde entrepreneurial et de répondre à toutes leurs préoccupations.

Le salon connaîtra la participation des femmes de réseaux et d'associations, des responsables des institutions de financement/ crédit, des participants et intervenants, des responsables de politiques publiques et universitaires. Le Sefco, c'est aussi un salon d'affaires. A cet effet, l'opportunité sera donnée aux entreprises de présenter leurs



Evelyne Tchitchelle visitant les stands lors de la première édition/DR

projets, leurs services et leurs besoins sans aucune restriction du point de vue du domaine du secteur d'activité. En tant que salon d'exposition aussi, le Sefco sera inondé des stands qui seront mis à disposition de tous ceux qui auront souscrit à un pack de la fiche d'inscription. Des visites guidées d'expositions seront effectuées. Au cours de ce salon, un appel à projets sera lancé. Toutes celles qui participeront à ce concours et en sortiront gagnantes bénéficieront d'un accompagnement financier et d'un suivi régulier dans la mise en œuvre de leur activité entrepreneuriale.

Un salon aux grandes ambitions

Le Sefco est une plateforme de rencontre, de formation, d'échange et d'exposition entre partenaires, sponsors, exposants et participants venus d'ici et d'ailleurs. Via cette plateforme, les organisateurs ambitionnent prioritairement cinq principaux

axes : faire connaître les actions de financement en faveur de l'entrepreneuriat féminin ; favoriser la migration de l'informel vers le secteur formel ; faciliter l'accès au financement des entrepreneures ; faciliter un réseautage efficace et efficient des entrepreneures ; créer des établissements de microfinance pour financer exclusivement les projets des femmes et jeunes filles.

Aussi, le Sefco souhaite rendre visibles les actions des institutions

de financement en faveur de l'entrepreneuriat féminin, pour lui permettre d'avoir une meilleure maîtrise des processus qui facilitent l'accès à ces financements. Au terme de cette deuxième édition, les entrepreneures doivent être capables de migrer du secteur informel vers le secteur formel ; de maîtriser des circuits et les procédures d'accès au financement de leurs entreprises ; d'identifier les formations les mieux adaptées pour se perfectionner dans leur secteur d'activité ; de capitaliser sur la mise en réseau ; de faire bon usage des savoirs reçus des formateurs pour développer leur activité entrepreneuriale. La soirée de gala des entrepreneures est prévue le 12 juillet.

Notons que la première édition du Sefco avait eu lieu du 20 au 27 mai 2023 à la Chambre de commerce de Pointe-Noire sur le thème « Boostons ensemble la créativité féminine pour un Congo meilleur ». Elle était placée sous le patronage de l'administrateur maire de la ville de Pointe-Noire, Evelyne Tchitchelle, marraine de l'édition.

Bruno Zéphirin Okokana

GESTION DES DÉCHETS

La compétition «École propre» remportée par Kombé

La huitième édition de la compétition «École propre», tenue sur le thème « Zéro déchet en milieu scolaire », a été remportée par l'école de Kombé à Madibou, le huitième arrondissement de Brazzaville. La cérémonie de remise des prix s'est déroulée en présence de l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de France en République du Congo, Claire Bodonyi.

La compétition «École propre» à laquelle ont pris part les écoles de Madibou a été une initiative de Protection environnement association (PEA) que dirige Serge Patrick Mvouama. Elle avait pour objectif d'encourager les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets, en primant l'école primaire la plus propre de cet arrondissement.

Onze écoles étaient en lice pour décrocher le titre de l'établissement le plus exemplaire en matière de propreté et de gestion environnementale. Après une sélection rigoureuse, cinq ont été retenues pour la grande finale. A l'issue de la compétition, l'école de Kombé a été désignée lauréate de cette huitième édition grâce à son engagement exceptionnel en faveur d'un cadre scolaire propre et sain. L'école Sébastien-Mafuta a décroché la deuxième place, illustrant également son dynamisme dans l'application des meilleures pratiques de propreté.

Le but de la compétition est de primer la meilleure école en termes de propreté et d'encourager celles

qui mettent en œuvre les bonnes pratiques. La particularité de cette huitième édition a été la présence et l'implication totale de l'ambassade de France au Congo, représentée au plus haut niveau à la cérémonie par son ambassadeur, Claire Bodonyi. « Les écoles de Kombé nous ont montré qu'elles ont de bons élèves et comment ils savent améliorer la gestion des déchets en leur milieu. Les activités organisées ont été le tri, la valorisation, la réutilisation des déchets et le ramassage », a indiqué le manager général de l'organisation PEA, coordonnateur du projet, Serge Patrick Mvouama. Pour sa part, l'ambassadeur de France a souligné que cette compétition prend de plus en plus d'ampleur, et témoigne de la volonté des établissements scolaires d'améliorer leur cadre de vie et de sensibiliser les élèves à l'importance et au recyclage des déchets, de l'hygiène et de la préservation de l'environnement. Avec l'implication croissante des partenaires, notamment l'ambassade de France, l'initiative promet de



Des pots de gestion des déchets offerts aux écoles lauréates de Madibou/Adiac

s'inscrire durablement dans l'agenda éducatif congolais. « Aujourd'hui, ce qui est important, c'est le fait que nous sommes d'abord avec les enfants des écoles de l'arrondissement 8, Madibou. Et c'est pour moi la première des choses, parce que ces enfants encadrés évidemment par leurs professeurs, leurs directeurs ont pris la peine à gérer les déchets qu'eux-mêmes produisent dans le cadre de leur scolarité. Ce sont des papiers, des emballages du goûter, les feuilles des arbres de la cour, ... », a signifié Claire Bodonyi.

Les déchets recyclables

Pour la diplomate française, ces enfants ont fini par prendre conscience

de l'importance économique de ces déchets qui sont recyclables. Des jouets ont été faits avec les déchets, il y a aussi de la décoration pour les salles de classe. Ces enfants ont appris à en faire quelque chose, et ce n'est pas la dernière vie de ces déchets. Avec eux, on peut fabriquer un jouet qui peut être vendu ou s'offrir dans la famille. Au lieu, par exemple, d'aller au magasin, il suffit de les réutiliser.

La deuxième chose, les déchets sont un enjeu de santé publique. Lorsqu'il y en a autour de soi, il y a des mouches, des moustiques, d'où la possibilité de faire une crise de paludisme. Outre cela, il y a aussi de mauvaises odeurs qui sont susceptibles de rendre malade. Donc ce

deuxième enjeu de santé publique a également été mis en avant. Ce sont ces jeunes enfants qui vont être à leur tour ambassadeurs pour leurs parents. Enfin, Claire Bodonyi a félicité l'organisation PEA qui a accompagné les écoles et également l'ensemble des officiels dans l'accomplissement de ce projet pour lequel la finale a été sanctionnée par la remise des lots et certificats aux cinq écoles lauréates de la huitième édition.

Notons que cette activité s'inscrit dans le cadre du projet «Renforcement des capacités des écoles publiques de Madibou en matière de gestion des déchets». C'est un projet financé par l'ambassade de France à travers le dispositif «Kotonga 2».

B.Z.Ok.

GOUVERNANCE PUBLIQUE

Le Congo bientôt doté d'un cadre d'action intégré

Les travaux de finalisation du Cadre d'action intégré de la gouvernance publique (CAIGP) qui se sont déroulés du 1er au 10 avril, à Brazzaville, s'inscrivaient dans le cadre de l'amélioration de la qualité du service public, l'efficacité et l'efficience de l'Etat afin d'introduire une approche intégrée de la gouvernance publique.

Organisés par le ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du secteur public et de la Lutte contre les antivaleurs en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), les travaux ont connu la participation des représentants des ministères, des partenaires au développement, des organisations de la société civile et des institutions œuvrant dans la promotion de la gouvernance en République du Congo. L'objectif général étant de procéder à la relecture et à l'élaboration du plan d'opérationnalisation du CAIGP, une approche visant la cohérence des politiques publiques, la gestion concertée et harmonieuse de l'administration ainsi que la facilitation de l'accès des citoyens/usagers à l'administration.

Le coordonnateur des travaux, Louis Bibissi, s'est réjoui de l'œuvre accomplie par des experts, venus d'horizons divers, ayant tous en commun la question de la gouvernance financière. Le Congo dispose désormais, a-t-il acclamé, d'un CAIGP examiné, amendé, corrigé par les grands commis de l'Etat. « Soyez assurés que ce document devrait être un cadre de référence, chaque fois que nous parlerons de gouvernance publique dans notre pays. Nous ne voulons pas qu'il soit un document de plus qui va être enfoui dans les tiroirs, mais qu'il apporte de l'effet. Nous osons

espérer qu'à travers ce travail que nous avons fait, une fois mis en application, le Congo pourra gagner encore des points sur l'indice de perception », a-t-il souhaité. Le représentant résident adjoint du Pnud, Henri René Diouf, s'est dit satisfait pour l'opportunité qui a été donnée à cette agence onusienne de jouer un rôle central dans la conduite de l'exercice ayant permis de rendre disponible un nouvel outil qui vise l'amélioration de la gouvernance publique. « Nous sommes convaincus qu'en adoptant l'approche Cadre d'action intégré de la gouvernance publique, le Congo aura, au cours des prochaines années, à améliorer son classement dans les différents indexes de la gouvernance, la qualité du service public, le climat des affaires dans un contexte où le pays est dans un tournant important de son développement », a-t-il souligné, précisant que le CAIGP permettra au Congo d'améliorer la gouvernance publique pour les services publics de qualité renforcés.

L'aide des partenaires au développement attendue

Selon lui, l'atteinte des objectifs de développement à l'horizon 2030, le succès attendu de la mise en œuvre du Plan national de développement et l'efficacité des relations de coopération avec les partenaires au développement pour



Les participants/Adiac

la mobilisation des ressources, l'attraction des investissements directs étrangers dépendent de la bonne gouvernance. « Pour cela, nous comptons sur la détermination et l'engagement habituel du gouvernement du Congo à tout mettre en œuvre pour opérationnaliser ce nouvel outil, notamment en mobilisant les ressources financières et humaines nécessaires. Les partenaires au développement du Congo aussi devraient répondre favorablement à l'appel du gouvernement à rejoindre ce qu'il a mis dans l'intérêt pour accroître l'efficacité de l'Etat, la transparence dans la gestion des finances publiques, le respect des droits des citoyens à des services publics de qualité, l'efficience de l'action publique et bien d'autres », espère Henri René Diouf. Il a réitéré la disponibilité de son institution à accompagner le gouvernement dans les

prochaines étapes prévues jusqu'à la mise en œuvre et au lancement effectif du CAIGP.

Le directeur de cabinet du ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du secteur public et de la Lutte contre les antivaleurs, Simplicie Mounianga Boukougou, a rappelé que les résultats obtenus sont à la hauteur des attentes. Il a reconnu que les experts ont posé les fondations solides d'une gouvernance publique modernisée, efficace et responsable en République du Congo. « De ce fait, nos administrations publiques doivent devenir des structures génératrices des services de qualité et de richesse, portées par des principes de transparence, de redevabilité et de lutte contre les antivaleurs, notamment. Le CAIGP est l'aboutissement d'un effort collectif, fruit des contributions des experts de tous les horizons institutionnels et identifie les actions indispensables

à la mise en œuvre concrète de la gouvernance publique dans notre pays », a-t-il déclaré.

D'après lui, l'approche adoptée s'inscrit résolument dans la gestion axée sur les résultats où la performance est mesurée et continue, l'efficacité optimisée et les ressources mobilisées avec discernement. « Nous devons maintenant passer de la parole à l'acte, ce qui est plus important. La réussite du CAIGP dépendra de son appropriation par toutes les parties prenantes et de son application rigoureuse. Il constitue désormais une boussole stratégique pour renforcer la gouvernance, améliorer les performances publiques et satisfaire les attentes légitimes de nos concitoyens. Une nouvelle page s'ouvre, engageons-nous pleinement pour la mettre en œuvre », a conclu Simplicie Mounianga Boukougou.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ

Une clinique au business center des Tours jumelles

En présence de plusieurs autorités congolaises et de quelques diplomates, les responsables de la Clinique des Tours, filiale nationale de la société International Mash, ont présenté, le 10 avril, les particularités de la structure sanitaire qui sera érigée dans les prochains mois aux deux Tours jumelles de Brazzaville.

Issam Badaoui, médecin urgentiste et de catastrophes, et Stéphane Foucher, médecin urgentiste, ont présenté le projet qui s'ajoutera à la liste des cliniques modernes à Brazzaville. La particularité de cette nouvelle clinique sera les consultations à distance, notamment la télé-médecine. Concernant les évacuations, la clinique garantira un accompagnement et une assistance permanente. Elle aura, selon Issam Badaoui, la possibilité d'organiser des consultations entre un patient résidant au Congo et un spécialiste à l'étranger. « Nous représentons la société International Mash, une société française qui aura bientôt une filiale à Brazzaville à travers un cabinet médical aux Tours jumelles. Nous sommes déterminés à apporter notre expertise au Congo en proposant plusieurs services comme la consultation, la prise en charge, la télé-méde-



La présentation du projet/Adiac

cine et la téléconsultation avec des spécialistes en France. Nous pouvons organiser pour le patient le rendez-vous, les examens et la prise en charge, de Brazzaville jusqu'en France, avec un accompagnement permanent », a-t-il indiqué.

Services proposés

La clinique sera dotée d'un équipement complet pour des urgences médicales, précisément un électrocardiogramme, des échographes, des salles de soins d'urgence, ainsi qu'une structure informatique sécurisée permet-

tant non seulement une prise en charge rapide, mais aussi de conserver, de façon sécurisée, les données des patients.

Pour accomplir toutes ces promesses, les responsables de cette clinique sont d'ores et déjà en train de nouer des partenariats

au niveau international et national avec des sociétés d'assurance et d'autres organisations. À Brazzaville, ils souhaitent travailler avec certains hôpitaux et quelques spécialistes. Un numéro de téléphone local de ligne fixe sera mis à la disposition des clients 24h/24 et sera relié à leur plateau d'assistance dont les consultations se feront en français, en anglais, en arabe et en portugais.

En phase de finalisation administrative et technique, les agents de cette clinique pourront apporter un appui au Centre hospitalier universitaire pour des formations sur les secours et soins au travail. Cette collaboration internationale vise à améliorer le système de santé local et à offrir un accès privilégié aux spécialistes internationaux, valorisant ainsi les bénéfices pour les patients congolais.

Rude Ngoma

LYCÉE SAVORGNAN-DE-BRAZZA

Bélinda Ayessa lance les travaux de construction du mur de clôture

En sa qualité d'ancienne élève du lycée Savorgnan-de-Brazza, la directrice générale du mémorial éponyme, Bélinda Ayessa, a posé, en début de semaine, la première pierre de réhabilitation du mur de clôture de cet établissement d'enseignement général, situé à Bacongo, le deuxième arrondissement de Brazzaville.

Attachée à son ancien établissement où elle a passé ses brillantes études, Bélinda Ayessa, qui a pris l'habitude de revenir aux sources ou mieux sur ses traces scolaires, est venue cette fois-ci pour un apport sécuritaire. En effet, la directrice générale du mémorial Pierre -de-Brazza est allée poser la première pierre de réhabilitation du mur de clôture du lycée éponyme afin de sécuriser les élèves pour leur permettre d'étudier dans un cadre sûr, loin de tout danger. « Si les murs pouvaient parler, je pense que ceux-ci allaient nous relater mon itinéraire ici. A cet endroit, on venait échanger avec mes collègues. Il fallait quand-même, en tant qu'ancienne élève de ce lycée, que j'apporte cette petite contribution. Je suis heureuse parce que non seulement cela contribue à l'embellissement, mais sur-



Bélinda Ayessa vérifiant si tout se passe bien/Adiac

tout, à la sécurité de cette école et à la protection des élèves », a déclaré Bélinda Ayessa.

Elèves, enseignants et personnel administratif de cet établissement public d'enseignement général ont salué avec enthousiasme le geste

de cœur de Belinda Ayessa. Un geste que l'un des responsables de ce lycée a qualifié d'importance capitale, car il permettra dorénavant de garantir l'espace d'apprentissage de ces jeunes gens. « Ces ouvertures-là constituent un danger pour nous, pour

les élèves, pour le lycée Savorgnan-de-Brazza. C'est donc un soulagement parce que cela nous permettra dès que les travaux auront pris fin de ne plus voir des gens venir de l'extérieur pour créer des actes de vandalisme dans l'enceinte de ce

lycée. Nous disons merci à Mme Bélinda Ayessa. Nous l'avons également écoutée dire qu'il serait souhaitable que l'on puisse lancer un cri de cœur à tous ceux qui ont fréquenté ce lycée, et qui ont dorénavant une réputation nationale et pourquoi pas internationale, afin de revenir pour essayer de mutualiser nos efforts pour mettre à l'aise ce lycée que j'avoue est en train de se transformer au fur et à mesure », a-t-il déclaré.

La directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza a profité de son passage à cet établissement pour arroser le baobab baptisé «Baobab 81», qu'elle avait planté en novembre 2024 dans la cour de ce lycée avec ses collègues. Notons que ce lycée inauguré en 1951, avec ses 74 ans d'âge, est d'une superficie de quinze hectares.

Bruno Zépherin Okokana



PROJET DE PROTECTION SOCIALE
ET D'INCLUSION PRODUCTIVE DES JEUNES

COMMUNIQUE

Le Coordonnateur du Projet de Protection Sociale et d'Inclusion Productive des Jeunes (PSIPJ) informe les jeunes inscrits à la formation en entrepreneuriat vivant dans les villes de Brazzaville, Pointe-Noire, Ouesso et Dolisie, qu'une enquête sociale sera organisée dans lesdites villes, du 10 au 24 avril 2025

Cette enquête vise à recueillir des informations essentielles sur les ménages auxquels appartiennent ces jeunes, dans le but de mesurer leur vulnérabilité. **Nous invitons ces ménages à réserver un bon accueil aux agents enquêteurs.**

Le Coordonnateur,
Antoine Régis NGAKEGNI
Le Coordonnateur
ANTOINE RÉGIS NGAKEGNI
MASSAH





everywhere you go

Réseau 5G
CHARISMATIQUE



**En famille avec
ma box Internet,
le charismatique
me couvre**

Tape

***154*5*1*2#** ou



MyMTN App

RÉCIT HISTORIQUE

Béline Ayessa et Philippe Bataille retracent la vie de Pierre Savorgnan de Brazza

La vie de l'explorateur de Brazzaville, Pierre Savorgnan de Brazza, a été retracée au cours d'une conférence co-animée par la directrice générale du mémorial éponyme, Béline Ayessa, et l'écrivain et magistrat à Versailles (France), Philippe Bataille, le 8 avril au musée du Cercle africain de Pointe-Noire.

La conférence co-animée par Béline Ayessa et Philippe Bataille a porté sur le thème « Pierre Savorgnan de Brazza, portrait d'un aventurier ». Ce thème a permis aux passionnés de la culture et de l'histoire, aux élèves en histoire du lycée français de Pointe-Noire de s'imprégner de la vie de l'explorateur franco-italien Pierre Savorgnan de Brazza. Ils sont tous repartis enrichis des nouvelles connaissances.

Le magistrat français, texte à l'appui, a mis en lumière le côté humaniste et pacifique de l'explorateur de Brazzaville, durant ses différentes expositions au Congo. Philippe Bataille a expliqué aux participants l'objectif de cette conférence. « L'objectif c'est d'essayer de jeter sur ce personnage un

regard nouveau qui est porté sur cette notion particulière de philosophie d'aventure de quelqu'un qui a un dessin vital. Je pense qu'un jeune homme de 22 ans qui se trouve devant l'Ogooué sur les côtes du Gabon et qui remonte le fleuve est guidé par autre chose qu'une volonté de colonisation. La directrice générale du mémorial, c'est une personne qui connaît très bien la vie de Pierre Savorgnan de Brazza. J'étais très heureux qu'une professionnelle vienne s'asseoir à côté de moi qui ne suis qu'un amateur éclairé et un amoureux de De Brazza et de votre pays », a expliqué l'écrivain et magistrat français Philippe Bataille.

Intervenant à son tour au cours de cette conférence qui a été



Béline Ayessa et Philippe Bataille lors de la conférence/DR

une occasion publique d'échanger sur l'héritage complet de Pierre Savorgnan de Brazza, Béline Ayessa a salué le dynamisme et l'esprit de recherche de Philippe Bataille. Elle a saisi cette opportunité pour apporter une touche supplémentaire au débat en faisant le résumé de la conférence du magistrat français. « J'ai eu le privilège d'avoir votre texte peut-être

avant tout le monde, et c'est ce qui m'a permis de faire un petit résumé, ce qui ressemblerait plus à une conclusion ramassée comme cela. J'apporterai simplement des compléments. Je pense que quand une histoire est faite elle est faite. C'est un patrimoine, il faut tout simplement tirer des leçons, parce que la grande histoire finit

toujours par faire son tri », a précisé la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza.

Signalons que l'écrivain et magistrat Philippe Bataille est attendu dans les prochains jours à l'auditorium Denis-Sassou-N'Gusso du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza pour la même conférence.

Bruno Zéphirin Okokana

HISTOIRE DU CONGO

La Maison de la mémoire africaine envisage un dîner de travail à Paris

Le dîner de travail qu'envisage d'organiser la Maison de la mémoire africaine (MMA) le 7 juin à Paris, en France, sur le thème « Brazzaville, la grande capitale oubliée », vise à mettre en lumière et à rappeler le rôle crucial du Congo dans l'histoire.

Institution culturelle et scientifique portée sur les fonts baptismaux en décembre 2022 à Brazzaville, la MMA que préside l'écrivain-chercheur et opérateur culturel congolais résidant en France, Marcellin Mounzé-Ngoyo, vise à sauvegarder des cultures africaines en voie de disparition. C'est dans ce contexte qu'elle organisera le 7 juin, à Paris, un dîner de travail placé sous le patronage de la ministre de l'Industrie culturelle, touristique, artistique et des Loisirs, Lydie Pongault, parrainé par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso.

Ce dîner qui rassemblera des personnalités influentes et des décideurs de différents horizons portera sur le thème « Brazzaville, la grande capitale oubliée », avec pour sous-thème « Brazzaville, terre d'histoire, terre de créativité, terre d'opportunités et terre d'investissements ». Cet événement entend mettre en lumière et rappeler le rôle crucial du Congo dans l'histoire, à l'aube de son cinquième anniversaire d'indépendance, le 15 août prochain. Parmi les objectifs, restaurer la place indiscutable du Congo au cœur de l'histoire mondiale ; tirer des leçons du passé pour

envisager des perspectives enrichissantes ; promouvoir l'image du Congo ainsi que ses contributions significatives sur la scène internationale ; faire résonner la voix du pays et partager sa vision pour l'avenir de l'Afrique en particulier et du monde en général ; offrir l'occasion à chacun de découvrir l'existence du Congo, un pays accueillant, propice au tourisme et à l'investissement.

Marcellin Mounzé-Ngoyo justifie la tenue de cet événement par le fait qu'il ne faut pas laisser le Congo sombrer dans l'oubli sur la scène internationale. « Dans ce monde en perpétuelle mutation, il est impensable de ne pas laisser le Congo sombrer dans l'oubli sur la scène internationale. Le Congo est un grand pays, mais il souffre aujourd'hui d'une perte de visibilité. À l'étranger, lorsqu'on évoque le Congo, on pense automatiquement à la République démocratique du Congo. C'est une réalité triste et injuste. Pourtant, notre pays a toujours contribué, de manière significative, à l'édification d'une humanité plus juste et plus solidaire. Si, nous, Congolais, n'en parlons

pas, personne ne le fera à notre place », souligne-t-il.

Brazzaville, capitale de la France libre

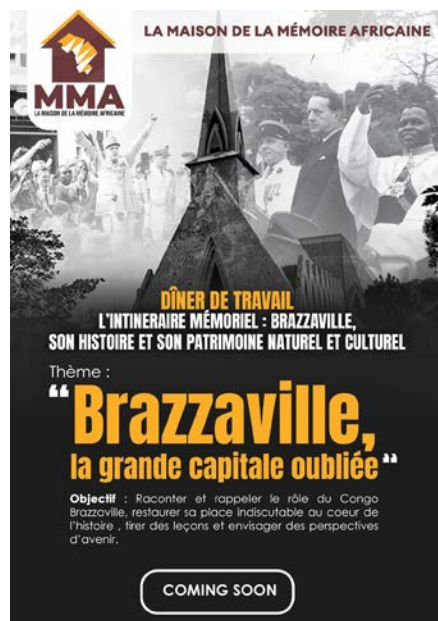
Marcellin Mounzé-Ngoyo a ajouté que récemment, le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, a remporté une importante médiation en Libye. Il est essentiel que le monde entier en soit informé, et que les générations futures en gardent mémoire. De même, l'engagement du Congo en faveur de l'environnement, de la préservation

des forêts et de la lutte contre le réchauffement climatique mérite une attention particulière. N'oublions pas que le Congo fut la capitale de la France libre et le théâtre de conférences historiques. Parmi tant d'autres, il y a le Protocole de Brazzaville, signé le 13 décembre 1988, ayant conduit à l'indépendance de la Namibie, à la libération de Nelson Mandela et à l'abolition de l'apartheid. Et la conférence de Brazzaville, organisée du 30 janvier au 8 février 1944 pendant la Seconde Guerre mondiale, convoquée par le Comité français de la libération nationale, sous la direction du général Charles de Gaulle. « Elle visait à définir l'avenir de l'empire colonial français après la guerre. Hélas, tous ces faits marquants risquent de sombrer dans l'oubli. Même lorsque l'on parle des tirailleurs sénégalais, il est rarement mentionné que de nombreux Congolais, Tchadiens et Centrafricains ont également servi avec courage. Ces histoires méritent d'être racontées. Le Congo a autrefois rayonné de fierté et d'influence dans des domaines variés : la résolution de

conflits interétatiques, le soutien financier aux pays en difficulté, l'accueil de réfugiés politiques, le sport, la littérature et, bien sûr, la musique, qui a inspiré des générations. Cette grandeur n'est pas perdue. Elle nécessite seulement une volonté renouvelée pour être restaurée », a souligné le président de la MMA.

Institution culturelle et scientifique, la MMA est un espace dédié à la préservation et à la valorisation du patrimoine culturel africain et afro-descendant. A travers des initiatives éducatives et culturelles, elle œuvre pour faire vivre et transmettre l'histoire, les savoirs et les contributions contemporaines des peuples d'Afrique et des Afro-descendants. Sa vision première est de préserver et diffuser la richesse du patrimoine africain et afrodescendant, en mettant en lumière son héritage historique et ses expressions contemporaines. Afin d'offrir un espace d'apprentissage et de réflexion accessible à tous les publics, la MMA compte organiser des expositions, des conférences, des ateliers et des événements éducatifs.

B. Z.Ok.



GUERRE COMMERCIALE

La Chine exprime son opposition à l'abus américain des droits de douane

La position du gouvernement chinois concernant son opposition à l'abus des droits de douane par les Etats-Unis a été publiée samedi.

Les Etats-Unis ont récemment imposé des droits de douane, sous divers prétextes, à tous leurs partenaires commerciaux, y compris la Chine, compromettant gravement les droits et intérêts légitimes des nations, violant gravement les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nuisant gravement au système commercial multilatéral fondé sur les règles et perturbant gravement la stabilité de l'ordre économique mondial. Le gouvernement chinois condamne vivement cette mesure et s'y oppose fermement. Selon une déclaration sur la position du gouvernement chinois, les mesures prises par les Etats-Unis violent les principes économiques fondamentaux et les normes du marché, ne tiennent pas compte des résultats équilibrés obtenus dans le cadre des négociations commerciales multilatérales et ignorent le fait que les Etats-Unis bénéficient depuis longtemps de manière substantielle du commerce international. L'utilisation des droits de douane comme outil de pression extrême à des fins égoïstes est un exemple ty-

pique d'unilatéralisme, de protectionnisme et d'intimidation économique.

Sous couvert de «réciprocité» et d'«équité», les Etats-Unis s'engagent dans des jeux à somme nulle et recherchent essentiellement l'«Amérique d'abord» et l'«exceptionnalisme américain», indique la déclaration.

D'après le document, les Etats-Unis exploitent les droits de douane pour renverser l'ordre économique et commercial international existant, en donnant la priorité aux intérêts américains plutôt qu'au bien commun mondial et en sacrifiant les intérêts légitimes des pays du monde entier pour servir leur propre agenda hégémonique. «De telles actions se heurteront inévitablement à une large opposition de la communauté internationale», note-t-il.

La Chine est une civilisation ancienne et une terre de rituels. Le peuple chinois préconise de traiter autrui avec sincérité et confiance.

«Nous ne créons pas de troubles, mais nous ne reculons jamais devant eux», indique la déclaration, soulignant que la pression et les menaces ne sont pas les bonnes façons de traiter avec la Chine. La Chine a pris et continuera de prendre des

mesures résolues pour sauvegarder sa souveraineté, sa sécurité et ses intérêts de développement.

Notant que les relations économiques et commerciales entre la Chine et les Etats-Unis doivent être mutuellement bénéfiques par nature, la déclaration affirme que les Etats-Unis doivent se conformer aux attentes communes des peuples des deux pays et du monde entier. Conformément à la nécessité de sauvegarder les intérêts fondamentaux des deux pays, les Etats-Unis doivent cesser d'utiliser les droits de douane comme arme pour réprimer le commerce et l'économie de la Chine, et cesser de porter atteinte aux droits légitimes au développement du peuple chinois.

En tant que deuxième économie mondiale et deuxième marché de consommation de biens, la Chine ouvrira davantage ses portes au monde extérieur, quelle que soit l'évolution de la situation internationale, souligne la déclaration.

Selon elle, la Chine continuera de s'ouvrir au monde à un niveau élevé, d'élargir régulièrement son ouverture institutionnelle en matière de règles, de règlements, de gestion et de normes, de mettre en œuvre des politiques de libéralisation et de facilitation du

commerce et d'investissement de haut niveau, et de favoriser un environnement commercial de premier ordre axé sur le marché, fondé sur le droit et internationalisé, afin de partager ses opportunités de développement avec le monde et de parvenir à des avantages mutuels et à des résultats gagnant-gagnant.

La mondialisation économique est la seule voie pour le développement de la société humaine. Le système commercial multilatéral fondé sur les règles et centré sur l'OMC a apporté d'importantes contributions à la promotion du commerce mondial, de la croissance économique et du développement durable, note le document. «L'ouverture et la coopération étant la tendance de l'histoire, le monde ne reculera pas et ne doit pas reculer vers l'isolement mutuel et la division», souligne la déclaration. Les avantages mutuels et les résultats gagnant-gagnant reflètent les aspirations communes de tous les peuples, tandis que l'intimidation économique de type «chacun pour soi» finira par se retourner contre ses auteurs. «La communauté internationale a la responsabilité partagée de rendre la mondialisation économique plus ouverte, plus inclusive, plus

universellement bénéfique et plus équilibrée», ajoute la déclaration.

Le développement est un droit universel pour tous les pays, et non le privilège exclusif de quelques-uns. Les affaires internationales doivent être discutées et traitées collectivement, et l'avenir et le destin du monde doivent être entre les mains de toutes les nations, déclare-t-elle.

Il n'y a pas de gagnants dans les guerres commerciales ou tarifaires, et le protectionnisme mène à une impasse, souligne la déclaration. Tous les pays doivent défendre les principes de consultation étendue, de contribution conjointe et de partage des bénéfices, défendre un véritable multilatéralisme, travailler ensemble pour s'opposer à toutes les formes d'unilatéralisme et de protectionnisme, et défendre le système international centré sur les Nations unies et le système commercial multilatéral ayant pour cœur l'OMC. La déclaration souligne la conviction que la grande majorité des pays qui valorisent l'équité et la justice resteront du bon côté de l'histoire, en prenant des décisions servant leurs propres intérêts. Le monde doit adopter l'équité et non l'hégémonie.

Source Xinhua

Pékin appelle l'Union européenne à « résister ensemble »

A l'occasion de la visite officielle du Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, à Pékin, le président chinois, Xi Jinping, a affirmé le 12 avril que la Chine souhaitait approfondir son partenariat global avec l'Espagne, en lui apportant « une orientation stratégique renforcée et une vitalité accrue ».

Dans un climat international marqué par une intensification de la guerre commerciale avec les Etats-Unis, Xi Jinping a également lancé un appel à l'Union européenne pour qu'elle adopte une position unie face aux pressions américaines. « Il est temps de résister ensemble », a-t-il déclaré, les droits de douane imposés par Washington sur les produits chinois atteignant désormais 145 %.

« Au cours de nos réunions, nous avons

convenu que le développement des relations entre la Chine et l'Espagne repose sur une détermination stratégique et une coopération gagnant-gagnant, dans l'intérêt commun et à long terme des deux parties. À l'heure actuelle, des changements inédits depuis un siècle se produisent dans le monde entier à un rythme accéléré. Ce n'est que par la solidarité et la coordination que les nations pourront promouvoir

le développement et la prospérité à l'échelle mondiale », a déclaré le président chinois.

Dans cette optique de consolidation des alliances économiques, Pékin a également annoncé un relèvement de ses surtaxes douanières sur les produits américains, désormais fixées à 125 %, en réponse directe aux « mesures punitives » de l'administration Trump.

Le Premier ministre espagnol a reconnu les déséquilibres commer-

ciaux entre l'Europe et la Chine, mais a tenu à souligner que ces tensions ne doivent pas freiner la coopération économique. « Il est essentiel de ne pas laisser les tensions commerciales freiner le potentiel de croissance des relations entre la Chine et l'Union européenne », a-t-il déclaré à la presse. Pedro Sanchez s'était rendu à Pékin pour la dernière fois en septembre 2024, quelques semaines avant la décision finale de la Commission d'imposer

des droits de douane sur les voitures électriques chinoises, et à quelques semaines après l'ouverture par la Chine d'une enquête antidumping sur le porc européen (dont l'Espagne est l'un des principaux exportateurs).

Le rapprochement entre la Chine et l'Espagne s'inscrit dans une stratégie plus large menée par la Chine, visant à construire des partenariats économiques durables face aux incertitudes du commerce mondial.

Yvette Reine Boro

DIPLOMATIE

Félix Tshisekedi reçoit des lettres de créance de quatre nouveaux ambassadeurs

La cité de l'Union africaine a abrité, le 10 avril, la cérémonie d'accréditation de quelques ambassadeurs d'Europe et d'Afrique venus présenter leurs lettres de créance au président Félix Tshisekedi.

Les personnalités reçues par le chef de l'Etat ont été Kaliisa Farid M., Vasyl Hamianin, Osman Hussein Elamin Ahmed et Laura Evangelia Suarez, ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires respectivement de l'Ouganda, de l'Ukraine, du Soudan et du Vénézuéla en République démocratique du Congo (RDC).

Au cours de la cérémonie, les quatre diplomates ont remis chacun au président de la République un document attestant la confiance de leurs gouvernements respectifs pour représenter leurs pays auprès de la RDC. Il s'en est suivi un moment d'échange entre le chef de l'Etat et les nouveaux diplomates accrédités à Kinshasa.

Nouvel ambassadeur de l'Ouganda près la RDC, le Congo, le Cameroun, le Gabon et la Centrafrique, Kaliisa Farid a précédemment servi comme envoyé spécial d'Entebbe en RDC (juin 2019-2022). Au



Le président Félix Tshisekedi posant avec les quatre nouveaux ambassadeurs/DR

cours de cette mission, il a supervisé la coordination et la négociation des intérêts de son pays en RDC. Kaliisa Farid est détenteur d'un diplôme de master en économie quantitative.

Pour sa part, Vasyl Hamianin a exercé de nombreuses fonctions au sein de la diplomatie ukrainienne de 2002 à 2021. Il est diplômé en philologie et en traduction du chinois et de

l'anglais de l'Université nationale Taras-Chevtchenko de Kiev.

En ce qui le concerne, Osman Hussein Elamin Ahmed qui est désormais le représentant

légal du Soudan en RDC est détenteur d'un haut diplôme en traduction français-arabe de l'Université de Khartoum. Âgé de 62 ans, il a autrefois été ambassadeur du Soudan au Sénégal, directeur du Département des frontières, directeur du Département des candidatures, ambassadeur adjoint à l'ambassade du Soudan en Belgique et directeur exécutif au bureau du ministre de l'Aide sociale et de la Sécurité sociale.

Enfin, Laura Evangelia Suarez est une diplomate de carrière au sein du ministère populaire des Affaires étrangères du Vénézuéla. Elle a été spécialiste du Moyen-Orient au bureau du vice-ministre pour l'Asie, le Moyen-Orient et l'Océanie du ministère du Pouvoir populaire pour les Affaires étrangères entre 2022 et 2024. Elle est titulaire d'un diplôme en études internationales de l'Université centrale du Vénézuéla.

Sylvain Andema

SANTÉ PUBLIQUE

Echange sur les défis de la vaccination

Le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale, le Dr Samuel-Roger Kamba, a présidé une réunion de haut niveau avec une délégation de l'Alliance du vaccin (Gavi) conduite par Cyrille Naugier, responsable pays Gavi pour la République démocratique du Congo (RDC).

La rencontre a permis d'échanger sur les défis actuels du Programme élargi de vaccination (PEV) dans un contexte marqué par des crises sécuritaires et épidémiologiques majeures. Le responsable pays de Gavi en RDC a salué l'engagement personnel du ministre ainsi que celui du gouvernement dans la promotion de la vaccination, tout en soulignant l'importance d'agir avec flexibilité et rapidité face aux réalités du terrain. Les deux parties ont échangé aussi sur la nécessité de mettre en œuvre et cela de manière accélérée le plan de travail du PEV avec l'ensemble des partenaires, en vue de surmonter les principales difficultés auxquelles le pays fait face.

Il a notamment été question de la pérennité du financement des vaccins, domaine dans lequel la RDC a jusqu'ici été reconnue internationalement ainsi que de la priorisation des activités critiques dans un programme de vaccination déjà très chargé. L'objectif commun demeure clair : atteindre tous les enfants du pays, jusque dans les zones les plus reculées, pour prévenir les maladies évitables par la vaccination, sans pour autant surcharger le système existant. La réunion s'est déroulée en présence des représentants du PEV, des partenaires techniques et financiers, ainsi que de la Fondation Bill & Melinda Gates. Tous ont réaffirmé leur volonté de soutenir le ministère de la Santé dans la priorisation et la mise en œuvre des interventions essentielles, dans ce contexte particulièrement complexe.

Blandine Lusimana

ASSISTANCE

Caritas Bukavu au chevet des ménages affectés par les affrontements

L'assistance rendue possible grâce à l'appui financier de la Caritas internationale Belgique, du Secours catholique, de Caritas France, et de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) ainsi que de la Caritas Espagne a ciblé les ménages touchés par les affrontements entre les FARDC et l'AFC/M23, dans le territoire de Kalehe, dans la province du Sud-Kivu.

Selon Caritas Congo, l'opération de distribution de l'assistance s'est déroulée dans deux sites, à savoir le site d'Ilot Ihoka au secteur catholique du même nom et le site de Tchofi au centre du même lieu. Deux paquets ont constitué l'essentiel de cette assistance. Il s'agit d'un paquet Food qui contenait 29,7 tonnes des vivres, et le second constitué du cash pour les bénéficiaires de Tchofi.

A Ihoka, a indiqué Caritas Bukavu, deux paquets constitués de No food items et de cash. 947 kits d'articles ménagers essentiels (AME) ont été distribués à 947 bénéficiaires plus le cash. 694 femmes ont reçu 649 kits hygiéniques intimes. En terme de classification quantitative pour kits AME, ils étaient constitués de 953 pagnes, 1906 casseroles de 7 litres, 2859 assiettes de

24-28cm, 1906 couvertures, 953 seaux de 20 litres avec couvercles, 2853 savons de lessive et 953 bâches.

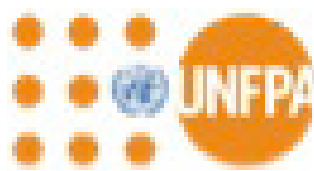
Pour le kit hygiénique, l'on a dénombré 4164 sous-vêtements, 4164 bandes hygiéniques, 694 seaux hygiéniques, 2082 savons de toilette, 694 cordes pour sécher, 694 pâtes dentifrices plus brosse à dent, 694 rasoirs, 694 sachets emballages kits.

A Tchofi, 360 ménages ont reçu 29,7 tonnes des vivres plus le cash. Chaque bénéficiaire a reçu 18kg de haricot, 60kg de farine de maïs, 5 litres d'huile d'arachide et 0,5 kg de sel. Ce geste de coeur posé par Caritas Bukavu a été salué par les bénéficiaires. Kaliza Lugazo, une une bénéficiaire de Tchofi, a indiqué : « Pour ce cash que je reçois, je vais payer les frais scolaires de mon enfant et faire le pe-

tit commerce avec le reste. Nous étions bombardés, on a perdu tout. Cela a causé notre déplacement et voilà la Caritas qui s'est souvenue de nous ; elle nous assiste en cash et en vivres ; qu'elle continue comme cela ; que Dieu la bénisse ! ».

Kashamangali Venant, bénéficiaire d'Ilot Ihoka, a aussi exprimé sa gratitude à leur bienfaitrice, la Caritas Bukavu. « J'ai reçu une bâche, un pagne, trois tiges de savon, trois assiettes et deux couvertures pour le lit. Ces objets sont arrivés à point nommé. Nous remercions la Caritas développement Bukavu car, sans peur, elle a traversé ce lac Kivu avec des pirogues motorisées pour nous venir en aide ; là où les autres ont échoué », a-t-elle dit.

B.L.



APPEL À PROPOSITION

Titre des postes : Consultants d'Évaluation du Programme Pays

Lieu : **Brazzaville**

Durée : **15 mai 2025 au 31 Octobre 2025**

Type de contrat : **Individuel**

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) recherche 4 consultant(e)s dont un(e) international(e) et trois nationaux(les) pour réaliser l'Évaluation finale du Programme Pays 2020-2026. Le programme s'inscrit dans le Cadre de Coopération intégré (2020-2026) du Système des Nations Unies (SNU), aligné sur le Plan National de Développement Congo, au travers des domaines d'accompagnement, Bonne gouvernance et Dividende social et renforcement des infrastructures de base, capital humain.

Objectif de l'évaluation. L'évaluation finale du programme de pays 2020-2026 est une évaluation stratégique pour l'orientation de la formulation du programme pays 2027-2031 (PP), et tiendra compte dans son analyse des actions et capacités des autres partenaires stratégiques ainsi que des éventuels avantages/faiblesses stratégiques de l'UNFPA dans l'environnement global. Le document élaboré devrait permettre au Gouvernement et à l'UNFPA de disposer d'éléments pertinents concernant l'adéquation des activités entreprises dans le cadre du programme pays, la contribution au développement du Congo ainsi qu'à la réalisation des objectifs de la CIPD et des ODDs.

Les consultant(e)s recherché(e)s membres de l'équipe d'évaluation sont :

1- Consultant international, Chef/fe de l'équipe d'évaluation, Expert en matière de dynamique des populations.

Les compétences, aptitudes et expérience du/de la chef/fe de l'équipe d'évaluation devraient inclure :

- Un diplôme universitaire de troisième cycle en santé publique, sciences sociales, démographie ou études de population, statistiques, études du développement ou tout autre domaine connexe.

- 10 ans d'expérience dans la conduite ou la gestion d'évaluations dans le domaine du développement international et/ou d'aide humanitaire.

- Une vaste expérience dans la conduite d'évaluations complexes, notamment celles commanditées par les organismes des Nations Unies et/ou autres organisations internationales et ONG.

- Une expertise confirmée en matière de dynamique des populations

- Une connaissance approfondie des évaluations à base sur la théorie du changement et une maîtrise des méthodes de collecte de données qualitatives et quantitatives, ainsi qu'une capacité à maintenir un niveau élevé de qualité des évaluations conformément aux normes définies par l'UNFPA et l'UNEG.

- Bonne connaissance des stratégies, politiques et cadres humanitaires, du droit international humanitaire et des principes humanitaires, ainsi que de l'architecture humanitaire internationale et des mécanismes de coordination.

- Aptitude à garantir l'éthique et l'intégrité du processus d'évaluation, y compris la confidentialité et à veiller à ce qu'il n'y ait aucun effet préjudiciable (principe de l'innocuité).

- Capacité à intégrer les problématiques relatives aux droits de l'homme et au genre dans toutes les phases du processus d'évaluation.

- Excellentes compétences pour diriger et coordonner le travail de l'équipe d'évaluation et capacité à partager compétences et connaissances techniques en matière d'évaluation.

- Capacité à encadrer le travail d'un/e jeune évaluateur/rice émergent/e, à créer un environnement propice à son/sa participation effective au travail de l'équipe d'évaluation, et à apporter la supervision et l'appui nécessaires au renforcement de ses capacités.

- Expérience de travail avec une équipe multidisciplinaire des experts.

- Excellente capacité à analyser et synthétiser de grands volumes

de données et d'informations provenant de sources diverses.

- Excellentes aptitudes en matière de relations interpersonnelles et de communication (écrite et orale).

- Expérience de travail dans, ou bonne connaissance de la région et du contexte de développement national de la République du Congo.

- Excellente maîtrise de la langue française écrite et orale.

2- Consultant(e) national(e), Expert en matière de Santé Sexuelle Reproductive (SSR) y compris des adolescent(e)s et jeunes.

Les compétences, aptitudes et expérience de l'expert en matière de SDRS devraient inclure :

- Un diplôme universitaire de troisième cycle en santé publique, médecine, financement et économie de la santé, épidémiologie, biostatistiques, sciences sociales ou tout autre domaine connexe.

- 5-7 ans d'expérience dans la conduite d'évaluations, revues, analyses, études de recherche ou dans le travail de S&E dans le domaine du développement international et/ou d'aide humanitaire.

- Connaissance approfondie de la SDRS, y compris le VIH et autres infections sexuellement transmissibles, la santé maternelle, et la planification familiale

- Bonne connaissance des stratégies, politiques et cadres humanitaires, du droit international humanitaire et des principes, ainsi que l'architecture humanitaire internationale et les mécanismes de coordination.

- Aptitude à garantir l'éthique et l'intégrité du processus d'évaluation, y compris la confidentialité et à veiller à ce qu'il n'y ait aucun effet préjudiciable (principe de l'innocuité).

- Capacité à intégrer les problématiques relatives aux droits de l'homme et au genre dans toutes les phases du processus d'évaluation.

- Bonne connaissance des approches et méthodologie d'évaluation et capacité démontrée à appliquer les méthodes de collecte de données qualitatives et quantitatives.

- Excellentes capacités d'analyse et aptitude à résoudre des problèmes.

- Expérience de travail avec une équipe multidisciplinaire des experts.

- Excellentes aptitudes en matière de relations interpersonnelles et de communication (écrite et orale).

- Expérience de travail dans, ou bonne connaissance de la région et du contexte de développement national de la République du Congo.

- Familiarité avec les mandats et les activités de l'UNFPA ou autres organisations des Nations Unies serait un avantage.

- Excellente maîtrise de la langue française écrite et orale.

3- Consultant(e) national(e), Expert en matière d'égalité des sexes et autonomisation des femmes et du contexte humanitaire.

Les compétences, aptitudes et expérience de l'expert en matière de l'égalité des sexes et autonomisation des femmes devraient inclure :

- Un diplôme universitaire de troisième cycle en études de femmes/genre, droits de l'homme, sciences sociales, études du développement ou tout autre domaine connexe.

- 5-7 ans d'expérience dans la conduite d'évaluations, revues, analyses, études de recherche ou dans le travail de S&E dans le domaine du développement international et/ou d'aide humanitaire.

- Connaissance approfondie en matière de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles, de la VBG et autres pratiques néfastes, telles que les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants, précoces et forcés, ainsi que

des questions relatives à la masculinité, aux relations genre et sexualité.

- Bonne connaissance des stratégies, politiques et cadres humanitaires, du droit international humanitaire et des principes humanitaires, ainsi que de l'architecture humanitaire internationale et des mécanismes de coordination.

- Aptitude à garantir l'éthique et l'intégrité du processus d'évaluation, y compris la confidentialité et à veiller à ce qu'il n'y ait aucun effet préjudiciable (principe de l'innocuité).

- Capacité à intégrer les problématiques relatives aux droits de l'homme et au genre dans toutes les phases du processus d'évaluation.

- Bonne connaissance des approches et méthodologie d'évaluation et capacité démontrée à appliquer les méthodes de collecte de données qualitatives et quantitatives.

- Excellentes capacités d'analyse et aptitude à résoudre des problèmes.

- Expérience de travail avec une équipe multidisciplinaire des experts.

- Excellentes aptitudes en matière de relations interpersonnelles et de communication (écrite et orale).

- Expérience de travail dans, ou bonne connaissance de la région et du contexte de développement national de la République du Congo.

- Familiarité avec les mandats et les activités de l'UNFPA ou autres organisations des Nations Unies serait un avantage.

- Excellente maîtrise de la langue française écrite et orale.

4- Consultant(e) national(e), Jeune évaluateur/trice émergent/e.

Le/la jeune évaluateur/rice émergent/e devra avoir ses compétences, aptitudes et expérience devraient inclure :

- Un diplôme d'études supérieures (BAC+3) en santé publique, démographie ou études de population, sciences sociales, statistiques, études de développement ou tout autre domaine connexe.

- Une certification en évaluation ou qualification équivalente.

- Moins de 5 ans d'expérience professionnelle en suivi et évaluation, ou en sciences sociales dans le domaine du développement international ;

- Excellentes capacités d'analyse et aptitude à résoudre des problèmes.

- Capacité démontrée à travailler en équipe.

- Bonnes capacités d'organisation, de communication et de rédaction.

- Bonne maîtrise des technologies de l'information et de la communication et des outils de visualisation des données.

- Une bonne connaissance du mandat et des activités de l'UNFPA ou d'autres organisations des Nations Unies serait un avantage.

- Volonté de progresser professionnellement et à devenir un évaluateur compétent

- Excellente maîtrise de la langue écrite et orale.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Dépôt des Dossiers : Avec la mention Candidature au Poste Consultant en évaluation

à l'adresse mail : vacancy.congobrazzaville@unfpa.org

Les consultants intéressés peuvent récupérer les documents de référence de l'évaluation :

<https://congo.unfpa.org/fr/vacancies>

ou au Bureau de l'UNFPA Brazzaville, Rue Crampel (en face de la BDEAC) Centre-ville BP 19012 Brazzaville République du Congo (Téléphone : +242 05 521 67 00)

Le délai pour le dépôt des dossiers (CV et copies de diplômes) est le lundi 14 avril 2025 à 4:00 p.m.

SLAMOUV 2025

C'est reparti pour quatre jours d'ambiance au rythme des mots !

Le lancement officiel de la quatrième édition du festival international de poésie urbaine (Slamouv) a eu lieu le 10 avril à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville. Prévu sur quatre jours, soit jusqu'au 13, l'événement s'est articulé autour de plusieurs activités : spectacles, conférences, ateliers, concert déambulatoire et exposition.

« Soyez les bienvenus à la quatrième édition du Slamouv. Une édition qui rassemble plus de 80 jeunes passionnés d'art et de culture autour de l'association Slamourail. Ce soir, nous sommes cette jeunesse qui marche sur les épines, le sourire aux lèvres ; cette jeunesse qui se déconstate des promesses et crée son avenir avant que le soleil ne se lève... ; nous sommes la jeunesse en action ! Et ce soir, nous nous armions des mots, de la poésie, de la musique, du slam, pour dire ensemble notre soif de culture et d'humanité. Grand merci à tous nos partenaires pour votre soutien, aux artistes pour votre participation et au public pour votre amour », a déclaré Mariusca Moukengue, directrice du festival Slamouv et présidente de l'association Slamourail, dans son mot d'ouverture. Non pas au rythme des tambours, de la sape et moins

encore des grondements du fleuve, Brazzaville est dans l'effervescence des mots depuis le 10 avril. Des mots doux, forts, puissants, évocateurs, thérapeutiques et surtout des mots audacieux qui, dans une allure de poésie urbaine, parviennent à toucher les cœurs, délier les langues et éveiller les consciences. Au Slamouv, les mots ne sont plus que des simples mots. Ils évoquent le changement, l'affirmation de soi, le partage, la découverte... De ses premiers pas à aujourd'hui, Slamouv s'est affirmé comme le carrefour interafricain du slam où se rencontrent cette année à Brazzaville des voix du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo (RDC) et du Gabon. Des voix qui se mêlent à merveille à celles des professionnels d'autres horizons venus notamment du Canada, de la France et de la



Mariusca Moukengue, directrice du Slamouv, prononçant son mot d'ouverture Adiac

Martinique. Des voix diverses et lointaines mais unies par un même objectif, celui de slamer le monde.

Comme a su le dire le directeur des IFC, Lionel Vignacq, « Slamouv est désormais une

plateforme reconnue de partage, de réseautage, d'ouverture au monde et de jumelage artistique entre les villes... Permettez-moi de saluer le travail formidable de toute l'équipe de l'association Slamourail, des

bénévoles, des artistes et des partenaires qui permettent à ce festival de rayonner. C'est grâce à vous que Brazzaville devient, quelques jours par an, un haut lieu de la poésie urbaine. C'est grâce à vous que le Congo devient un repère pour la jeunesse créative du continent ». Il a formulé le vœu que Slamouv continue à grandir.

En termes d'ambiance, l'ouverture du Slamouv 2025 a connu une atmosphère chaleureuse grâce au passage sur scène des slameurs Black Day et Cardy Youelo du Congo, La voix de l'orphelin du Gabon, Lola de la Martinique et Corneille Chaba de la RDC. Ce, avec la participation des artistes musiciens Jessy B et Lema. Chacun, avec sa voix et selon sa sensibilité, a puisé dans les traditions tout en s'inscrivant dans les réalités contemporaines pour faire passer au public une soirée mémorable. Du côté du public, retentissaient avec vivacité des applaudissements, cris de joie et interprétations en chœur. Durant leur passage sur scène, tous ces artistes au programme ont remercié Mariusca pour cette initiative et souhaité qu'elle se pérennise.

Merveille Jessica Atipo

FESTIVAL DU LIVRE DE PARIS

La quatrième édition ouverte le 11 avril



Le Pr André-Patient Bokiba et le Dr Rosin Loemba au Festival du Livre de Paris 2025/Marie Alfred Ngoma

Pour sa quatrième édition, le Festival du livre de Paris a repris ses quartiers pour trois jours là où il est né depuis plus de trente ans, notamment en 1981 au Grand Palais. La programmation est ambitieuse et comme invité d'honneur un pays francophone, le Maroc.

Depuis le 11 et ce jusqu'au 13 avril, « plus de 450 maisons d'édition » et « plus de 1 000 autrices et auteurs » ont permis aux visiteurs de vivre des rencontres au sommet autour du livre dans le Grand Palais rénové pour les Jeux olympiques, à côté des Champs-Élysées.

Lors de la première journée, à travers la déambulation des stands, notons la présence du Pr André-Patient Bokiba et du Dr Rosin Loemba, tous deux, en quête de la moindre actualité autour de ce Festival du livre.

Marie Alfred Ngoma

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 2, 30e journée

Défait sur sa pelouse par Metz (4-1), Martignes rate l'occasion de doubler Clermont et reste relégable. Actif dans les couloirs, Alain Ipiélé a délivré, depuis la droite, une passe décisive à Tlili pour l'égalisation martégale à la 13e minute. A la 29e, côté gauche, il élimine Van Der Kerkhof et centre au cordeau pour Orinel, qui manque le ballon.

Deux penaltys redonneront l'avantage aux Mosellans (16e et 33e min) qui vont clôturer la partie.

Remplaçant au coup d'envoi, Bevic Moussiti Oko est entré à la 72e minute sans bénéficier de situation chaude.

En déplacement à Pau, Clermont pensait revenir avec les trois points, mais les Palois ont finalement arraché le nul à la 90e +3 minutes.

Titulaire face à son ancien club, Mons Bassouamina est à l'origine du premier but auvergnat, puisque sa frappe, consécutive à un centre de Coulibaly, est repoussée dans les pieds d'un autre ancien Palois, Henri Saivet (0-1, 11e min).

A la 17e minute, l'international congolais reprend un centre de Douane, mais sa tête est contrée.

Plus discret par la suite, Bassouamina a été remplacé à la 72e minute, alors que son équipe menait 2-1.

Le Red Star s'incline à domicile face à Annecy (0-1). Fred Dembi et Josué Escartin sont entrés aux 63e et 87e minutes.

Les Audoniens sont 15es et premiers non-relégables avec 34 points et six longueurs d'avance sur Clermont et Martignes.

Ajaccio rapporte un point de Troyes (0-0), sans Jesah Ayessa Ondze, resté sur le banc.

Les Corses sont 10es avec dix longueurs d'avance sur le Clermont Foot. Sans Loni Laurent Quenabio, non retenu, Rodez concède le nul face à la lanterne rouge, Caen (2-2). Les Ruthénois sont 13es avec 36 points.

Samedi, Grenoble et Loris Mouyokolo accueillent le Paris FC. Nolan Mbemba n'est pas dans le groupe.

Les Isérois sont 9es avec 40 points.

Camille Delourme

HYDROCARBURES

Fixation des prix des bruts congolais au 1^{er} trimestre

Débutée le 9 avril, la réunion de fixation des prix fiscaux des bruts commercialisés en République du Congo s'est achevée le 11 avril sous le patronage du ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua.

Les prix fiscaux et les différentiels de vente des hydrocarbures produits au Congo, arrêtés au cours de la réunion comptant pour le premier trimestre 2025, en dollar par baril, se présentent ainsi qu'il suit :

-Djeno mélange, mois de janvier: le prix fiscal est de 76,311 pour un différentiel de -2,637 ; en février, il est de : 73,466 ; pour un différentiel de -1,108 ; en mars, de 72,528 pour un différentiel de -0,560.

-Nkossa blend, janvier: le prix fiscal est de 76,860 pour un différentiel de -0,350 ; en février, 73,957 pour un différentiel de +0,750 ; en mars: 75,460 pour un différentiel de +0,430.

-Yombo, janvier: 82,184 pour un différentiel de +2,950 ; février: 78,105 pour un différentiel de +2,950 ; mars: 75,551 pour un différentiel de +2,950.

-Nkossa butane, janvier: le prix fiscal est de 62,687 pour un différentiel de 0,00 ; février: 62,122 pour un différentiel de 0,00 ; mars: 51,361 pour un différentiel de 0,000.

Nkossa Propane, mois de Janvier, le prix fiscal est de 37,565 pour un différentiel de -0,273 ; en Février, le prix fiscal est de : 38,457 pour un différentiel de -0,273, en Mars, le prix fiscal est de : 36,327 pour un différentiel de -0,273.

Les moyennes trimestrielles pondérées aux quantités négociées



La photo de famille à la clôture des travaux/Adiac

de ces différentes qualités sont les suivantes :

Pour le Djeno Mélange : 74,053 dollars par baril avec un différentiel de -1,407 dollars par baril par rapport au Brent daté.

Pour le Nkossa Blend : 75,493 dollars par baril avec +0,252 dollars par baril de différentiel par rapport au Brent daté.

Pour le Yombo : 78,463 dollars par baril avec +2,950 dollars par baril de différentiel par rapport au Brent daté.

Pour le Nkossa Butane : 58,982 dollars par baril avec un différentiel nul par rapport au Butane North West Europ(NWE).

Pour le Nkossa Propane : 37,440 dollars par baril avec -0,273 dollars par baril de différentiel par rapport au Propane MONT BELVIEU.

La moyenne trimestrielle des prix fixés des hydrocarbures au premier trimestre 2025 est de 76,003 dollars par baril, avec un différentiel trimestriel moyen de +0,598 dollars par baril.

Clôture des travaux de cette rencontre, le professeur Macaire Batchi, directeur de cabinet du ministre des Hydrocarbures a, au nom du ministre, expliqué qu'il convient également de souligner que la moyenne trimestrielle pondérée des bruts du Congo s'est établie à 76 dollars de baril, confirmant la compétitivité du panier de bruts dans un marché saturé par une production croissante hors OPEP et sous tension géopolitique. Dans ce paysage, la

résilience des volumes et l'intérêt maintenu des principaux débouchés, notamment asiatiques, sont des signaux encourageants pour la période à venir.

« Les décisions arrêtées aujourd'hui reposent sur une base solide, celle d'une analyse partagée des fondamentaux du marché, d'une anticipation prudente des tendances à venir, et d'une volonté commune de préserver la valeur de notre production nationale. Il ne s'agit pas seulement de fixer des prix, mais de défendre une orientation stratégique qui garantisse la stabilité, la transparence et la soutenabilité de notre politique pétrolière » a-t-il déclaré.

Cette réunion a été organisée, par la société TotalEnergies EP Congo, conformément à la réglementation en vigueur et en application des dispositions des contrats de partage de production qui stipulent que, dans le mois suivant la fin de chaque trimestre, le Congo et les entités du groupe contracteur se rencontreront afin de déterminer d'un commun accord, pour chaque qualité d'hydrocarbures liquides produite, le prix fixé pour chaque mois du trimestre écoulé. La prochaine réunion est prévue du 9 au 11 juillet prochain à Pointe-Noire et sera organisée par la société AMMAT.

Séverin Ibara

NÉCROLOGIE



La famille Assama et Mme Henriette Ibata Amboukou ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur fille, Assama Elaka Josia Curie, survenu à Brazzaville le 27 mars.

La veillée mortuaire se tient au N° 94 rue Bouenza, Talangai, avenue Manatay (réf: arrêt Manguier).

L'inhumation aura lieu ce mardi 15 avril.



**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



AFFAIRES MARITIMES ET FLUVIALES

Un navire patrouilleur italien attendu au large de la mer

A l'issue d'un échange avec le secrétaire permanent de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck, le 10 avril à Brazzaville, l'ambassadeur d'Italie au Congo, Enrico Nunziata, a annoncé l'arrivée en juin prochain d'un navire militaire italien à Pointe-Noire dans le cadre de la présence maritime coordonnée dans le golfe de Guinée.

« J'ai annoncé au secrétaire permanent l'arrivée d'un navire militaire italien qui est engagé dans les opérations «Gabinia». Le navire sera au large de Pointe-Noire du 10 au 12 juin 2025. Nous allons organiser des activités conjointes dans les domaines relatifs à l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales », a expliqué l'ambassadeur d'Italie, Enrico Nunziata, au sortir de l'audience avec Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck.

Les opérations de la mission Gabinia évoquées par le diplomate italien s'exécutent dans le cadre de la présence maritime coordonnée dans le golfe de Guinée. Il s'agit des actions de lutte contre la piraterie, le trafic de drogue et d'êtres humains, entre autres. L'ambassadeur Enrico Nunziata et le secrétaire permanent Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck ont, par ailleurs, évoqué le forum bilatéral entre le Congo et l'Italie,



Éric Olivier Sébastien Dibas-Franck accueillant l'ambassadeur d'Italie/Adiac

qui aura lieu en mai prochain. « Je pense que la présentation de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales va intéresser les entreprises italiennes et trouver des synergies avec le secteur privé italien », a déclaré le diplomate.

Selon l'ambassadeur d'Italie, la collaboration avec le secrétaire permanent de l'action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales est au beau fixe dans plusieurs secteurs. La coopération entre le Congo et l'Italie, en la matière, est axée sur la formation, les infrastructures, la recherche appliquée, la sécurisation des espèces maritimes pour contenir les actes de piraterie, l'économie bleue, l'aménagement des eaux maritimes et continentales. Les deux parties continuent à travailler ensemble afin de renforcer l'opérationnalisation des différents axes de cette coopération.

Rominique Makaya
et Gloria Imelda Lossele



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
PROJET D'HARMONISATION ET D'AMÉLIORATION DES STATISTIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE - SERIE DE PROJETS
N°2

(HISWACA - SOP 2)
Prêt N° : IDA-75280
NIFESTATION D'INTERÊTS

AAON: 001/F/AON/MEPIR/UGP-HISWACA/2025



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL POUR L'ACQUISITION DES VEHICULES DE TERRAIN

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre - Série de projets n°2 (HISWACA - SOP 2), et à l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements au titre du marché de «d'acquisition des véhicules de terrain». Pour ce marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement ».

2. Le Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre - Série de projets n°2 (HISWACA - SOP 2), sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la « fourniture des véhicules de terrains ». en quatre (04) lots distincts à savoir :

- Lot 1 : acquisition de véhicule pick-up;
- Lot 2 : acquisition de véhicule de type station wagon;
- Lot 3 : Acquisition de bus de transport;
- Lot 4 : Acquisition de véhicule SUV.

Les soumissionnaires éligibles sont les entreprises ou les groupements d'entreprises (concessionnaires) disposant d'une expérience dans le domaine de la fourniture des véhicules. En cas de groupement, les entreprises devraient fournir l'accord de groupement identifiant le mandataire du groupement qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises.

Le délai d'exécution du marché est de trois (03) mois.

3. La procédure de passation de marché sera conduite par mise en concurrence Nationale en recourant à un Appel d'Offres National (AON) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés applicable aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement « Version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020 et Septembre 2023 » de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »), est ouverte à tous les Candidats éligibles.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet HISWACA et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-après : Avenue Lampama, quartier Mpila, Arrêt TP, Arrondissement 5 Ouenzé, 1er étage,

Immeuble de l'Institut National de la Statistique (INS); Tél: (+242) 06 679 68 60 / 069729586, E-mail : ugp@hiswaca-congo.org de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 00 du lundi au vendredi.

5. Le Dossier d'Appel d'Offres en Français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé et éligible en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable d'un montant de cent mille (100 000) francs CFA. La méthode de paiement sera par dépôt ou virement bancaire au compte ci-après: 30008 03100 82034430012 53 domicilié à la BGFIBank CONGO.

6. Les Offres doivent être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le 13 mai 2025 à 12 heures 00 minutes, heure du Congo Brazzaville. La passation électronique de marché ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. L'ouverture des plis est fixée pour le 13 mai 2025 à 13 heures 30 minute heure du Congo Brazzaville en présence des représentants désignés des Soumissionnaires et de toute personne qui choisit d'y assister à l'adresse ci-dessous.

7. Les Offres doivent être accompagnées d'une déclaration de l'offre.

8. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue

les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de la Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de Divulgence des Bénéficiaires effectifs inclus dans le Dossier d'Appel d'Offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Nom de l'Agence d'exécution : Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre - Série de projets n°2 (HISWACA - SOP 2)

Adresse : Avenue Lampama, quartier Mpila, Arrêt TP, Arrondissement 5 Ouenzé.

1er étage, Immeuble de l'Institut National de la Statistique (INS).

Brazzaville - République du Congo

Numéro de téléphone : (+242) 06 679 68 60 / 069729586

Adresse électronique : ugp@hiswaca-congo.org

Fait à Brazzaville, le 10 avril 2025

Le Coordonnateur,

Patrick Valery ALAKOUA

VIENT DE PARAÎTRE

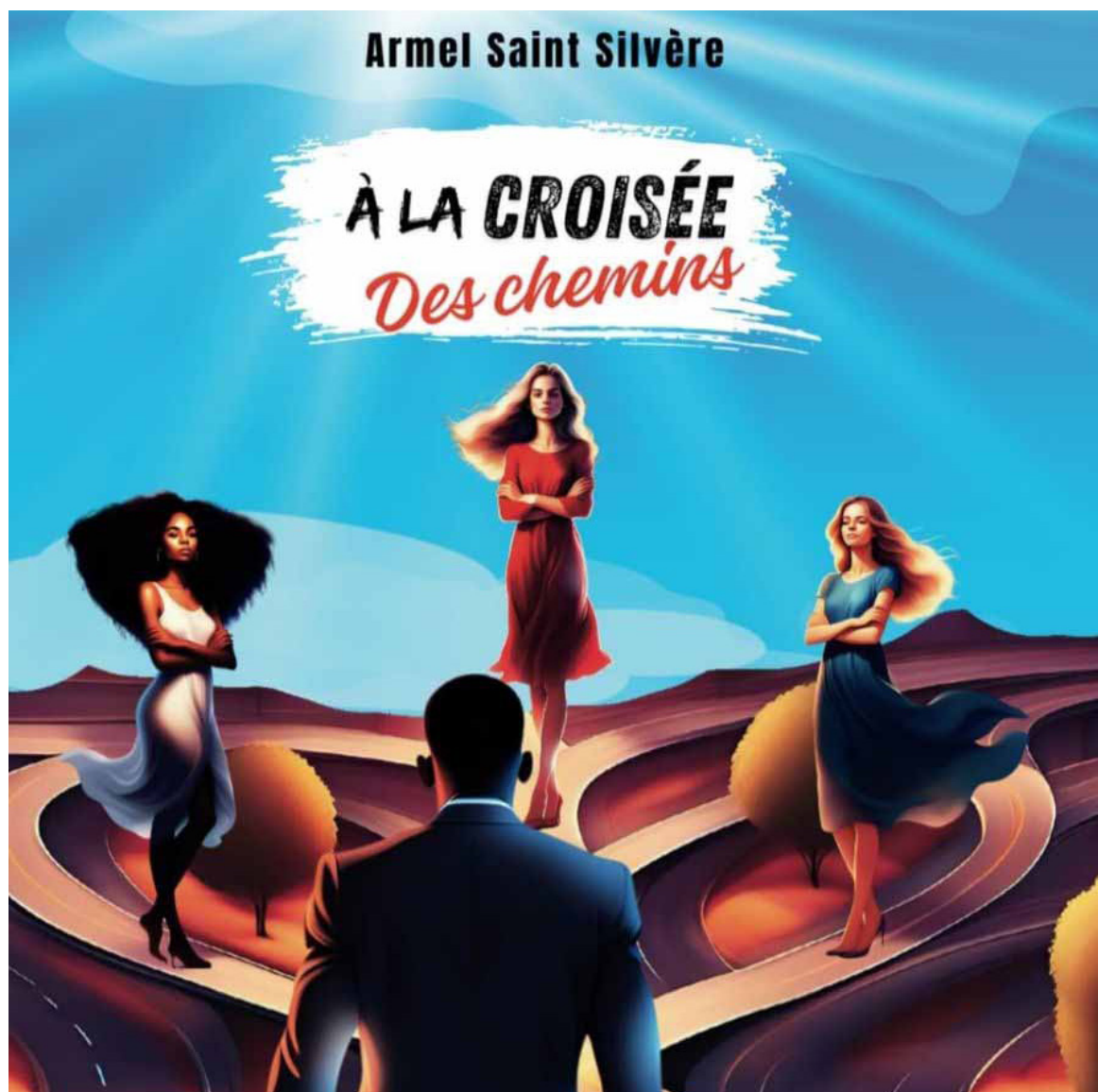
« À la croisée des chemins » d'Armel Silvère Dongou

Dans le roman « À la croisée des chemins » qui sera présenté au public le 16 avril, Armel Silvère Dongou met en lumière l'impact des traditions sur les comportements : polygamie justifiée, racisme banalisé, croyances abrutissantes. Il invite, en effet, à se questionner sur les problèmes existentiels dont certaines croyances souvent acceptées sans discernement.

« À la croisée des chemins » retrace l'histoire d'un étudiant congolais déraciné en France, se débattant entre trois femmes. Il découvre la solitude dans la foule, la foi dans le doute et l'amour dans des contradictions.

Dans ce roman qui traite du parcours d'un jeune africain confronté à une société aux codes et valeurs quelquefois déroutants, Armel Silvère Dongou déconstruit certains dogmes culturels et religieux qui concourent à l'aliénation de l'homme contemporain. Il dénonce l'abrutissement par excès de croyances en s'inscrivant en faux contre l'acceptation aveugle de certains préjugés sous couvert de la religion.

Le poids de la tradition, l'aliénation religieuse, la complexité des relations



humaines, autant de thématiques qui constituent la trame de ce roman « À la croisée des chemins », qui donne aux lecteurs matière à questionner les dogmes, l'ordre établi, au nom du bon sens, en pensant par soi-même. L'œuvre d'Armel Silvère Dongou n'est juste pas un roman mais un miroir tendu à ceux qui osent s'interroger sur les problèmes de l'existence.

En matière de publication, Armel Silvère Dongou n'est pas à son premier coup d'essai. Bien avant « À la croisée des chemins », il avait déjà un roman : « Au nom de l'amour ». Spécialiste des questions financières, il a publié « Pratique de la gestion de la trésorerie au Congo-Brazzaville », aux Editions Genesisis.

Rominique Makaya

RÉFLEXION

Le grand désordre !

Ce qui ressort à l'évidence des tensions économiques mais aussi politiques provoquées par les brutales décisions économiques et financières que le président des Etats-Unis, Donald Trump, a prises ces dernières semaines est bien le fait que la communauté humaine ne parvient toujours pas à s'organiser afin de résoudre les problèmes auxquels elle se trouve confrontée. Conclusion, provisoire bien sûr, de ce début de Réflexion, loin, bien loin de renforcer la paix mondiale, les remarquables progrès techniques et scientifiques qui ont été réalisés tout au long des dernières décennies n'ont fait en réalité qu'aggraver les divergences entre les nations et, de ce fait, laissent désormais planer le plus grand doute sur le maintien durable de la paix mondiale.

Dans un tel contexte, il est

évident que seule la coopération entre les Etats, les gouvernements, les institutions internationales permettra de mettre un terme au grand désordre qui s'instaure. Une coopération qui, elle-même, ne sera possible que si la gouvernance planétaire se réorganise en profondeur afin de permettre la résolution des problèmes auxquels toutes les nations, sur les cinq continents, se trouvent confrontées. D'où cette idée aussi simple que complexe, évoquée ici même à maintes reprises, selon laquelle le temps est venu de réorganiser les Nations unies en réformant tout spécialement son Conseil de sécurité qui compte quinze membres dont cinq seulement sont permanents depuis sa création, le 24 octobre 1945: la Chine, les Etats-Unis, la France,

le Royaume-Uni, la Fédération de Russie.

Incapables aujourd'hui d'intervenir de façon positive dans l'actuelle équation internationale afin de protéger durablement la paix les Nations unies, ils feraient bien d'écouter avec la plus grande attention les conseils de modération, de sagesse, d'équilibre que diffusent et multiplient les institutions culturelles, les autorités religieuses, les organisations scientifiques, bref les sages de la planète. Un conseil d'autant plus concret, d'autant plus précis que les nouvelles technologies développent et facilitent à l'échelle mondiale les échanges d'idées, de raison, de sagesse, de respect qui seuls garantiront la paix dans les décennies et les siècles à venir.

Les événements que nous vivons tous diront si ces remarques de simple bon sens, formulées par une multitude d'institutions et d'organisations, ont été entendues avant qu'il soit trop tard, mais la crise économique provoquée par le président des Etats-Unis lance une alerte à l'échelle planétaire que personne ne peut ignorer ou même sous-estimer. D'où cette idée qui se renforce de jour en jour selon laquelle il convient de répondre sans plus attendre aux menaces que multiplie Donald Trump depuis son bureau de la Maison -Blanche, à Washington.

Voyons donc quelles réponses seront faites à plus ou moins brève échéance par la communauté internationale.

Jean-Paul Pigasse